

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE

296 avenue Georges VACHER
Z.I. Rousset
13790 Rousset

D/SPR/GP/423/2023

Références : D-1588-AIX-2022

Code AIOT : 0006408653 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE implanté 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE
- 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset
- Code AIOT : 0006408653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADE ELECTRONIQUE appartient au groupe VEOLIA. Le site de Rousset est spécialisé pour le traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques, en particulier les PAM (petits appareils ménagers).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Chapitre 9 : Surveillance des émissions et de leurs effets (AP du 30/04/2013).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.4.1	/	Sans objet
3	Rapport incident	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 2.5.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'autosurveillance des eaux résiduaires (eaux pluviales polluées), l'exploitant a eu des dépassements de la valeur limite en MES en 2021, sans explication. En 2022, lors de la première analyse semestrielle (mai 2022), la valeur (en concentration) en MES était inférieure à la valeur limite fixée dans l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/04/2013.

Pour la somme des métaux la valeur mesurée en mai 2022 est très inférieure à la valeur limite fixée dans l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport les résultats du contrôle du second semestre 2022 ainsi que les résultats de la mesure comparative afin de statuer sur un retour à la conformité, notamment pour le paramètre MES.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre (eaux pluviales polluées, cf. article 4.3.5). Mesure des concentrations une fois par semestre : (HCT) (MEST) pH PCB Métaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Pb) Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.2.1.2 sont réalisées une fois par an (sur l'ensemble des paramètres visés au présent paragraphe).
Constats : L'exploitant a réalisé 3 contrôles des rejets aqueux en 2021 (février, mars et novembre). Dans les rapports de février et mars 2021, la mesure de MES était de 92 mg/l en février, et de 52 mg/l en mars. En novembre, la valeur de la MES était de 31 mg/l. La valeur limite de rejet autorisée est de 30 mg/l. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le contrôle des rejets aqueux prévu en mai 2022. Le rapport de mesure indique une mesure de MES de 27,4mg/l (inférieure à la valeur limite d'émission de 30mg/l). Il a été constaté qu'il n'y avait pas de mesure des métaux dans les rapports de contrôle réalisés en 2021. Le rapport de contrôle réalisé en mai 2022 indique une mesure de 0,33 mg/l pour une valeur limite d'émission de 15 mg/l.
Observations : L'exploitant transmettra sous 15 jours les résultats d'autosurveillance du second semestre 2022 et les résultats de la mesure comparative réalisée au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">- des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : les quantités de déchets dangereux admises et traitées sur le site. L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait sa déclaration sur l'outil GERE avant le 1er avril 2022. Lors de l'inspection, il a été vérifié et justifié les incohérences constatées dans la déclaration de GERE sur les rubriques déchets suivantes: 19.12.04 / 16.06.02 / 16.02.11 / 16.02.10 / 16.02.13 / 13.05.06 / 17.04.11 / 19.12.03.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 28/03/2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : Suite à l'incident survenu sur le site le 28/03/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'incident dans les 8 jours qui ont suivi avec l'ensemble des justificatifs demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet